

LA MATRICE DES FALSIFICATIONS DE L'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE ET DE L'URSS

Annie Lacroix-Riz, professeur émérite d'histoire contemporaine, université Paris 7

Hommage à la révolution d'Octobre, PCB, université de Liège, 4 novembre 2017

LA RECHERCHE ANGLOPHONE SUR LA MISE EN ŒUVRE DES FALSIFICATIONS

La réalité sur la révolution d'Octobre a été établie de longue date, et est restée, somme toute, sans grand changement entre le récit « à chaud » qu'en a fait le grand journaliste américain John Reed dans *Dix jours qui ébranlèrent le monde*¹, et les synthèses des historiens français des années 1960-1970 évoquées dans un récent article pour *Le Drapeau rouge*².

Je ne vais pas dresser ici une liste des falsifications sur Octobre et ses suites mais recenser les étapes principales de la droitisation et de la liquidation de l'histoire scientifique intervenues en France dans les trois dernières décennies. L'inextinguible haine de l'URSS en représente un aspect majeur mais pas exclusif, puisque l'ensemble de la discipline a été affecté. Ma présentation, chronologiquement descriptive, insistera sur l'abîme où nous nous trouvons en matière d'information scientifique, à propos d'Octobre et de sujets qui lui sont implicitement ou explicitement liés. On ne peut connaître le processus qui a abouti à cette situation sans étudier la stratégie que les classes dirigeantes ont mise en œuvre, à l'échelle nationale et internationale, au service de cette intoxication systématique. Démarche contre laquelle les élites et leurs auxiliaires intellectuels, au rôle déterminant en la matière, mettent en garde le public en la qualifiant d'« histoire complotiste ».

Pour y procéder fait encore défaut, pour la France, une clé qui ne sera livrée que par l'étude historique des universités et des universitaires. Y demeure en effet inconnue la réalité des rapports que les institutions et les individus concernés ont noués avec les classes dirigeantes et avec les États, à l'échelle nationale et internationale (tant avec les États-Unis qu'avec l'Union européenne). On ignore tout ou presque des modalités du financement de grands projets d'étude directement liés à la ligne de subversion de l'URSS et des pays socialistes (de même qu'au combat contre les luttes de libération nationale, le risque de radicalisation des peuples d'« Occident », etc.). Le sujet a été initié, concernant le cas des États-Unis, par l'historien Christopher Simpson, qui a dirigé en 1998 un ensemble de communications sur l'exploitation très diversifiée, depuis 1945, de l'Université et des universitaires américains par les dirigeants des États-Unis au service d'un « Empire » que Washington prétendait consolider ou étendre sans y fixer de limites géographiques³.

Il a pour pendant l'histoire des intellectuels qui ont été contraints de renoncer à des convictions, et, au minimum, à leur adhésion au parti communiste pour préserver une carrière correspondant à leur haute qualification. Le thème a été traité en 1992⁴, à partir de son expérience personnelle, par Sigmund Diamond, sociologue et historien, professeur à l'université de Columbia : les perspectives d'ascension à Harvard même de ce brillant doctorant de l'université avaient été arrêtées net au début des années 1950, bien qu'il ne fût

1 Reed, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, Paris, 10-18, 1963, et nombreuses rééditions.

2 Lacroix-Riz, « La Révolution d'Octobre, normale ou monstrueuse? », *Le Drapeau rouge*, n° 64, septembre-octobre 2017, p. 10-11.

3 Simpson, éd., *Universities and Empire : money and politics in the social sciences during the Cold War*, New York, New Press, 1998.

4 Diamond, *Compromised Campus : the collaboration of Universities with the Intelligence Community, 1945-55*, New York, Oxford University Press, 1992.

plus inscrit au « parti communiste [...] dont il avait été membre de 1941 à 1950 », après son refus de se transformer en agent du FBI en dénonçant comme communistes ses anciens camarades de l'université⁵. Dans une interview de 1977 à *Newsweek*, il avait déjà révélé le chantage exercé sur lui par George McBundy, doyen de Harvard et éminence des campagnes idéologiques de Guerre froide, reconnu par ce dernier en ces termes : « il s'était opposé à l'embauche du Dr Diamond en partie [et pour le reste ?] comme chargé de cours à temps partiel parce qu'il pensait que le conseil d'administration de Harvard "ne voudrait pas pour quelque travail administratif que ce soit d'un ex-communiste ayant une telle attitude" ». L'excellente historienne Ellen Schrecker a démontré dans un premier temps que tout le dispositif maccarthyste (son futur personnel compris) s'était définitivement mis en place quand la signature du pacte germano-soviétique avait une fois de plus laissé libre cours, aux États-Unis, à la chasse aux rouges. Puis elle a décrit les milliers de sacrifiés privés de travail pour avoir participé aux combats sociaux et antiraciaux et pour avoir affiché de 1941 à 1945, comme le faisait alors, au moins officiellement, le gouvernement américain, leur soutien de l'URSS contre l'assaut de Allemagne nazie⁶.

Que le succès académique et médiatique suppose le strict respect des règles implicites ou explicites établies par les maîtres des carrières de façon aussi caricaturale que l'expose *Le talon de fer*, roman de Jack London⁷, l'historien américain Arno Mayer, grand chercheur et auteur d'une remarquable synthèse sur la révolution d'Octobre et ses suites⁸, n'en peut douter. Dans une interview de 2002, ce professeur émérite de l'université de Princeton confirme le sérieux des travaux mentionnés ci-dessus : « Je dois revenir sur cette période, qui m'a si profondément marqué, même si je n'ai pas été communiste. Démobilisé aux États-Unis en 1946, il était impensable de devenir communiste, alors que je suis persuadé que je l'aurais été si j'avais été en Europe à ce moment-là. L'effet du maccarthysme sur l'Université a été terrible : il y avait là Kantorowicz, qui était un conservateur dans l'Allemagne de Weimar⁹. Eh bien, il a refusé de signer le serment, à Berkeley et il est parti. Sir Moses Finley [spécialiste de l'histoire de la Grèce antique] a dû également aller en Angleterre. Owen Lattimore, spécialiste de l'histoire de la Chine, a perdu son poste. Moi, j'étais tout jeune, et quand j'ai pris mon deuxième poste, à Harvard, en 1958, j'ai dû signer un serment de loyauté – à l'échelle de l'État du Massachusetts, non à l'échelle nationale. J'ai signé. Je n'aurais pas dû le faire. L'argument utilisé par beaucoup de mes amis pour signer l'esprit plus tranquille est que c'était une loi datant de la peur du rouge de 1918-1919 et que cela n'avait rien à voir avec la guerre froide. Et j'ai signé. Vous pouvez imaginer la pression qui existait, qui intimida tant de jeunes! »

Le détail de ces écrasantes pressions extérieures est en outre d'autant plus mal connu que les sources sur le travail de sape effectué par les élites « occidentales » en vue de détruire le système soviétique et tous les régimes socialistes « satellites » de l'URSS et de miner ou éliminer les partis communistes ou progressistes restent soigneusement verrouillées. L'ouverture des archives décrivant la tactique de harcèlement, opérations paramilitaires clandestines comprises, appliquée par les États-Unis et par leurs alliés, a été très restrictive d'emblée. Elle le demeure en dépit de la prétendue « ouverture » totale revendiquée depuis les

5 *New York Times*, notice nécrologique, 25 octobre 1999, <http://www.nytimes.com/1999/10/25/nyregion/sigmund-diamond-79-professor-at-columbia.html>

6 Schrecker, *No ivory tower. McCarthyism and the universities*, Oxford, Oxford University Press, 1986, et *Many are the crimes. McCarthyism in America*, Princeton, Princeton University Press, 1998.

7 Montreuil, *Le Temps des cerises*, 2016.

8 Mayer, *Les Furies, 1789, 1917, Violence vengeance terreur aux temps de la révolution française et de la révolution russe*, Paris, Fayard, 2002.

8. « Un historien dissident ? entretien avec Arno J. Mayer, André Loez, Nicolas Offenstadt », *Genèses*, n° 49, 2002/4, p. 135 (123-139).

9 Grand médiéviste ultra-conservateur, juif émigré d'Allemagne en 1938 vers l'Angleterre puis les États-Unis, fort digne en 1950, https://en.wikipedia.org/wiki/Ernst_Kantorowicz

années 1990 : le silence sur les faits a d'ailleurs été organisé par les services spéciaux des États en complicité avec des historiens officiels ou officieux compréhensifs, comme l'a constaté et déploré en 2001 l'historien britannique Richard Aldrich¹⁰.

Prétendument « ouvertes », les archives les plus démonstratives restent fermées à la recherche, comme le reconnaît le chercheur Gregor Mitrovich, organiquement lié aux milieux étatiques américains et notamment au ministère de Défense¹¹. Il décrit depuis l'immédiat après-Deuxième Guerre mondiale une ligne américaine obsessionnelle de liquidation du système socialiste, soviétique ou non (pour cause théorique de « danger » soviétique, thèse serinée mais non explicitée) – qu'il soutient résolument. Mais il ne va guère au-delà de la répétition, fastidieuse, des consignes répétitives qui se succèdent de la fin de la guerre à 1946, visant à donner le coup fatal à l'URSS ou à ses « satellites ». Il ne livre pas les détails attendus du lecteur sur « la stratégie de l'Amérique pour subvertir le blocus soviétique » et « saper les fondements du Kremlin ». Comment les Américains, seuls ou en compagnie des alliés et rivaux anglais, ont-ils réussi à séduire les « élites » des pays socialistes ?; en quoi ont consisté les tentatives de ruiner leurs économies ?, quelles opérations militaires de déstabilisation ont été menées ? Les fonds prétendument « déclassifiés » ont tous été caviardés, admet l'auteur¹².

L'essentiel reste à faire pour appréhender la stratégie multiforme d'organisation du « monde libre » contre le communisme, sur le modèle qu'ont livré un certain nombre d'historiens anglophones, depuis 1999, à la suite de l'ouvrage majeur de Frances Saunders consacré à « la Guerre froide culturelle » conduite, particulièrement en Europe, sous l'égide du Département d'État de l'après-guerre à 1967 via un instrument fondé et financé par la CIA, le « Congrès pour la liberté culturelle » (*Congress for Cultural Freedom (CCF)*, œuvrant sous le couvert de « fondations privées »¹³).

LE SORT DE LA DISCIPLINE HISTORIQUE FRANÇAISE

Œuvrant en liaison avec les États-Unis ou non (on ignore, faute de sources, comment la stratégie a été initiée et appliquée), l'Union européenne a remanié profondément l'histoire française, bouleversant les programmes scolaires et universitaires et leur contenu. En octobre 1998, le politologue britannique Michael Pinto-Duschinsky, conservateur très droitier, s'est dressé via le *Times Literary Supplement (TLS)*, bible de la critique britannique des Lettres, contre les conséquences délétères de l'« eurooptimisme » sur la scientificité du travail historique. Il a fustigé le développement tentaculaire du financement extérieur (étatique et patronal) des recherches, la création de « commissions » privées ou publiques d'origine extra-universitaire, les « chaires Jean Monnet » fléchées « histoire de l'Europe », également funestes à l'indépendance des historiens.

Dans les années qui ont suivi, le délire « européiste » qui s'est emparé de l'histoire académique française a, entre autres, inspiré sujets et bibliographies de concours d'enseignement, publiés dans la revue corporative *Historiens et Géographes* éditée par

10 Aldrich, *The hidden hand : Britain, America, and Cold War secret intelligence*, London, John Murray, 2001, « Historians of secret service and their enemies », p. 1-16.

11 Bénéficiaire d'énormes crédits pour la recherche « Initiative Minerve » lancée en 2008 sur (ou plutôt, à en juger par Simpson, *op. cit.*, contre) la Chine, <https://sipa.columbia.edu/news/qa-gregory-mitrovich>

12 Mitrovich, *Undermining the Kremlin : America's strategy to subvert the Soviet Bloc, 1947-1956*, Ithaca, Cornell University Press, 2000, *passim*.

13 Présentation de Saunders, *The cultural Cold War : the CIA and the world of art and letters*, New York, The New Press, 1999, traduction française : *Qui mène la danse, la Guerre froide culturelle*, Denoël, 2004 et de ses adversaires et émules anglophones, dont Hugh Wilford, *The CIA, the British Left and the Cold War: Calling the Tune?*, Abingdon, Routledge, 2^e édition, 2013 (1^e, 2003), et *The Mighty Wurlitzer : how the CIA Played America*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 2008, in Lacroix-Riz, « Impérialisme français et partenaires dominants dans la construction européenne Impérialisme français et partenaires dominants dans la construction européenne », communication au colloque « Journées sur l'impérialisme », université Panthéon-Assas, 8 septembre 2017, à paraître dans la revue *Droits*, 2018.

l'Association des professeurs d'histoire et de géographie de l'enseignement public (APHG) : dans la brève sélection placée en tête de l'interminable bibliographie des questions de concours en histoire contemporaine et seule défrichée par les étudiants, les ouvrages ainsi promus sont loués et « étoilés » parfois avant même leur parution; nombre d'entre eux sortent des presses de l'Europe institutionnelle (« Offices des publications officielles des Communautés européennes »)¹⁴.

La casse de l'enseignement de l'histoire préparée et exécutée en France en plusieurs décennies a été conduite à l'échelle de l'Union européenne, ainsi que l'ont montré mes collègues, professeurs de l'enseignement secondaire, Gisèle Jamet et Joëlle Fontaine, dans un ouvrage de 2016 : je renvoie à leur descriptif et à leurs interprétations de cette œuvre de sape des connaissances et de la réflexion historiques¹⁵. Sur les modalités précises de l'établissement de ce contrôle extérieur, nous ne disposons que de bribes, à l'exception des révélations de Frances Saunders sur la conquête américaine des intellectuels français et d'éléments succincts sur la carrière américaine de François Furet. Tout ou presque reste à connaître des liens entre intellectuels et « mécènes » privés et publics qui ont en France généré des ouvrages à succès, secondé les carrières des historiens compréhensifs et compromis ou ruiné celles des rétifs.

LE TOURNANT POLITIQUE PRO-AMÉRICAIN ET ANTISOVIÉTIQUE DES ANNÉES 1970-1980

Au moins peut-on établir les étapes chronologiques récentes qui ont mené au paysage actuel de ruines et de falsifications et ont remplacé l'analyse critique par un raz-de-marée « anti-totalitaire ».

De Furet...

L'offensive « anti-totalitaire » a été longtemps freinée en France par la double caractéristique, rare en « Occident », d'un parti communiste fort et d'un dirigeant politique de droite durablement influent, hostile à la mainmise des États-Unis : la participation éminente du PCF à la Résistance nationale à l'occupant avait seule, avec le poids de l'URSS dans la victoire *militaire* contre l'Allemagne, permis au très anticommuniste et antisoviétique de Gaulle de triompher du veto prononcé contre lui par Washington¹⁶. Cet attelage objectif avait, en dépit de la rapide conversion américaine de la France depuis 1946, entravé l'atlantisme unanime de toutes les autres forces anticommunistes, de la SFIO à la quasi-totalité de la droite : le politiste néerlandais Kees van der Pijl a justement observé que la France avait dans l'Union européenne été le frein essentiel, avec le retour aux affaires de De Gaulle de 1958 à 1969, à la « fabrication d'une classe dirigeante atlantique » dont rêvaient les États-Unis depuis la présidence de Wilson¹⁷. Le très droitier publiciste Éric Branca, qui partage la répugnance de son héros de Gaulle pour la vassalité de la France, va dans le même sens : il décrit, via une riche bibliographie et la consultation de fonds américains (Département d'État et CIA), un haut personnel français « européen » aussi empressé depuis la Deuxième Guerre mondiale que ses pairs d'Europe occidentale dans la course aux faveurs de Washington. On retrouve après-

14 Lacroix-Riz, *L'histoire contemporaine toujours sous influence*, Paris, Delga-Le temps des cerises, 2012, chap. I, p. 17-47, et critiques des bibliographies officielles d'agrégation : « Observations sur la bibliographie de la question d'histoire contemporaine « Les sociétés, la guerre et la paix 1911-1946 », parue dans *Historiens et Géographes*, n° 383, juillet-août 2003, *La pensée*, n° 336, octobre-décembre 2003, p. 137-157; « Penser et construire l'Europe. Remarques sur la bibliographie de la question d'histoire contemporaine 2007-2009 parue dans *Historiens et Géographes* n° 399 », *La pensée*, n° 351, octobre-décembre 2007, p. 145-159.

15 Jamet et Fontaine, *Enseignement de l'histoire. Enjeux, controverses autour de la question du fascisme*, Adapt-Snes éditions, Millau, 2016.

16 Lacroix-Riz, *Les élites françaises, 1940-1944. De la collaboration avec l'Allemagne à l'alliance américaine*, Paris, Dunod-Armand Colin, 2016 (présentation chez l'éditeur : <https://youtu.be/pFedkdGtrGw>)

17 Van der Pijl, *The Making of an Atlantic Ruling Class*, Londres, Verso, 2012 (1^e édition, 1984).

guerre toujours les mêmes, de l'extrême droite à la gauche anticommuniste, à l'ère de Gaulle et au-delà : de Jean Monnet à Robert Schuman, de Jean-Jacques Servan-Schreiber à Giscard d'Estaing, de Lecanuet à Poher, de Defferre à Mitterrand¹⁸.

En 2004, [Michael Christofferson](#) a dressé le bilan des efforts franco-américains dont Frances Saunders avait décrit les débuts : la conversion antimarxiste des « intellectuels » plus particulièrement de la partie d'entre eux que les grands moyens d'information hissèrent à la notoriété : « Au cours des années 1970, une vigoureuse offensive contre le “totalitarisme de gauche” ébranla la vie politique française. Dans leurs livres, leurs articles et à la télévision, les intellectuels “antitotalitaires” dénonçaient, sur un ton dramatique, une filiation entre les conceptions marxistes et révolutionnaires et le totalitarisme [équation nazisme-communisme dont l'absurdité a été démontrée de longue date¹⁹]. Issus eux-mêmes de la gauche et ne craignant qu'une faible opposition de ce côté-là, ces intellectuels ont réussi à marginaliser la pensée marxiste et à saper la légitimité de la tradition révolutionnaire, ouvrant ainsi la voie aux solutions politiques modérées, libérales et postmodernes qui allaient dominer les décennies suivantes. Capitale de la gauche européenne après 1945, Paris devenait la “capitale de la réaction européenne”. »²⁰

Analyse utile, mais qui, à la différence de celle de Frances Saunders, décrit plutôt le discours idéologique des intellectuels concernés que les conditions politiques et matérielles dans lesquelles ils ont pendant des décennies animé avec succès la croisade anticommuniste et antisoviétique²¹ : l'ouvrage n'éclaire pas les rapports, notamment d'argent, entre les puissants soutiens bailleurs de fonds étatiques et patronaux et leurs efficaces auxiliaires idéologues. L'auteur avait pourtant amorcé l'étude de la question dans un article de 2001, traduit et reproduit en annexe des *Intellectuels contre la gauche*, « François Furet entre histoire et journalisme (1958-1965) »²². Il y érige l'idole des grands médias des années 1960 à son décès (1997), pilier du *Nouvel Observateur*, hebdomadaire-roi de la gauche anticommuniste²³, en journaliste (sous le pseudonyme de Delcroix); assurément pas en historien-chercheur, activité exigeante en temps et sans visibilité qu'excluaient ses multiples fonctions médiatiques. L'évolution *politique* de Furet, brièvement passé par l'adhésion au PCF, vers un antimarxisme et un anticommunisme militants, était achevée « à la fin des années 1960 ». Sa mutation avait pris la forme d'une croisade contre la Révolution française dont la « radicalisation » induite aurait fait dévier « une révolution libérale » logique et bienvenue. *La révolution française*, brûlot contre l'historiographie marxiste en général et le grand historien de la Révolution française Albert Soboul en particulier, que Furet publia en 1965-1966 avec « Denis Richet, son ami et collaborateur et ex-communiste lui aussi », autre rédacteur, sous pseudonyme aussi (Picot), du *Nouvel Observateur*²⁴, affiche « la problématique qui va l'occuper durant le reste

18 Branca, *L'ami américain. Washington contre de Gaulle*, Perrin, Paris, 2017.

19 Références bibliographiques, *L'histoire contemporaine toujours sous influence*, n. 30-31, p. 27.

20 Christofferson, *French intellectuals against the Left. The Antitotalitarian moment of 1970s*, Oxford, Berghahn Books, 2004, *Les Intellectuels contre la gauche, L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*, Marseille, Agone, 2009, 2014, 4^e de couverture.

21 C'est toute la démarche qui sépare les travaux de sciences politiques sur « le fascisme français » réalité que « les historiens du consensus » contestent pour les forces de droite de l'échiquier et réservent aux transfuges de la gauche, de Marcel Déat à Jacques Doriot) de la problématique initiée par Robert Soucy : qui a promu et financé le fascisme, *Le Fascisme français, 1924-1933*, Paris, PUF, 1992, et *Fascismes français ? 1933-1939. Mouvements antidémocratiques*, Paris, Éditions Autrement, 2004. Voir Lacroix-Riz, *Le Choix de la défaite : les élites françaises dans les années 1930*, Paris, Armand Colin, nouvelle édition complétée et révisée, 2010.

22 *Les Intellectuels contre la gauche*, p. 485-509.

23 Sur le récent passé duquel Aude Lancelin a apporté l'éclairage de son expérience, *Le Monde libre*, Paris, Les liens qui libèrent, 2016, et https://fr.wikipedia.org/wiki/Aude_Lancelin.

24 Denis Richet et François Furet, *La révolution française*, Paris, Hachette, 1965-1966, 2 vol.

de sa carrière : remettre en cause et remplacer l’histoire marxisante – qu’il appellera plus tard “jacobine” – de la Révolution. »

Cette orientation intéressait au plus haut point les autorités américaines. Christofferson évoque, sans précision, les relations de Furet avec les intellectuels pro-américains tel Raymond Aron, un des favoris de Washington, présent au congrès fondateur, en 1950, du CCF, et une des vedettes françaises de l’ouvrage de Frances Saunders. Et il mentionne l’intérêt public que porta à l’ouvrage de 1965-1966 la revue *Preuves* (créée pour le public français en 1951 et première d’une série « européenne » fondée et financée par le tandem « culturel » CCF-CIA²⁵) : « Furet noue des liens avec les libéraux anticommunistes associés à la revue *Preuves*, qui publie des extraits de son livre dans son numéro d’octobre 1966. »²⁶

Les quelques données précises disponibles sur le soutien qu’apportèrent à Furet les États-Unis et le grand patronat français sont d’origine journalistique. « Président de l’EHSS de 1977 à 1985 », établissement lié de près aux financements américains, il reprit en 1982 un poste d’éditorialiste au *Nouvel Observateur*. Il le cumula avec celui de « professeur de Pensée sociale à l’université de Chicago » à partir de 1985, assurant depuis lors d’« un enseignement régulier aux États-Unis ». « Il reçut [dans le cadre de ces fonctions] 470 000 dollars de la Fondation Olin au titre de son programme d’étude des révolutions, américaine et française, à l’époque de leur bicentenaire ». « Ses activités en Amérique du Nord lui val[ur]ent de recevoir un diplôme *honoris causa* de l’université Harvard ». Il avait en 1985 été nommé coprésident auprès de Roger Fauroux, PDG puis président d’honneur de Saint-Gobain, de la « Fondation Saint-Simon », autre atout de la conversion « sociale-libérale », pro-américaine et pro-européenne, des intellectuels français²⁷.

... aux manuels scolaires du début des années 1980

L’arrivée de François Mitterrand aux affaires (1981) consacra le succès de la gauche « antitotalitaire »-CCF qui pratiquait depuis la Deuxième Guerre mondiale la surenchère avec la droite anti-gaulliste sur les terrains jumelés du pro-américanisme, de l’antisoviétisme et de l’anticommunisme. Et qui, officiellement alliée aux communistes depuis les années 1970, avait pu faire agréer par Reagan, président des États-Unis, cette alliance peu appréciée en lui démontrant que la présence gouvernementale du PCF offrirait la stratégie d’étouffement la plus efficace : vu les impeccables antécédents de loyalisme américain de la SFIO, d’une part, de François Mitterrand, pro-américain venu de l’extrême droite cagoularde, d’autre part, Washington ne pouvait douter de la sincérité de pareille tactique²⁸.

D’immenses succès de propagande avaient été remportés à l’ère Soljenitsyne, complétant ceux engrangés dans les années 1950-1960. Peu après 1981, l’historiographie scolaire française connut un tournant majeur. Sa brutale mutation pro-américaine,

25 Saunders, *The cultural Cold War*, index Aron et *Preuves*. Furet en est absent, bien que l’ouvrage traite du scandale retentissant de 1967 qui sonna le glas du CCF.

26 *Les Intellectuels contre la gauche*, p. 198, n. 1, 416 et 506-509.

27 Vincent Laurent, « Influencer l’intelligentsia et les médias. Enquête sur la Fondation Saint-Simon. Les architectes du social-libéralisme », *Le Monde diplomatique*, septembre 1998, p. 1, 26-27 ; Jacques Kergoat, « La fin de la fondation Saint-Simon », *L’humanité*, 30 juin 1999 ; https://fr.wikipedia.org/wiki/Fran%C3%A7ois_Furet sans références sur ses liens américains, objet de plusieurs articles du Réseau Voltaire de 2001 à 2004 sur « les cercles atlantistes en France » et sur « la Guerre froide culturelle », dont <http://www.voltairenet.org/article12431.html>, <http://www.voltairenet.org/article15635.html>, <http://www.voltairenet.org/article14465.html>, etc.

28 Confidences et garanties de Mitterrand à Reagan rapportées par Jacques Attali, *Verbatim*, t. 1, Branca, *L’ami américain*, p. 315; loyalisme depuis la Deuxième Guerre mondiale, Lacroix-Riz, *Le choix de Marianne: les relations franco-américaines de 1944 à 1948*, Paris, Éditions Sociales, 1986, « Du bon usage de la “politique de la gauche non communiste” », *Cahiers d’histoire de l’institut de recherches marxistes*, n° 30, 1987, p. 75-104, *Les élites françaises*, et *Aux origines du carcan européen, 1900-1960. La France sous influence allemande et américaine*, Paris, Delga-Le temps des cerises, réédition augmentée, 2016.

contemporaine du triomphe des éléments français les plus atlantistes, fut tôt commentée par une politiste américaine, Diana Pinto, dans un article publié en mars 1985 par *Historiens et Géographes*, revue corporative évoquée ci-dessus : « L'Amérique dans les livres d'histoire et de géographie des classes terminales françaises »²⁹.

Après avoir minutieusement observé 22 manuels de Terminale de la cuvée 1983, 11 de géographie et 11 d'histoire, Diana Pinto en jugeait les auteurs respectifs. Les géographes s'obstinaient sottement dans leur sympathie pour l'URSS et leur antipathie pour les États-Unis : ils présentaient à leurs élèves « une vision simpliste et négative de l'Amérique », centrée sur l'analyse d'un prétendu « impérialisme américain » dévorant : « géant privilégié », « l'Amérique possède tout », exploitant le « brain drain » (la fuite des cerveaux), mais elle est privée de « justice sociale à l'intérieur », osaient écrire ces géographes, qui, ignorant que les problèmes « d'il y a dix ans [étaient...] souvent résolus (telle la crise financière de New York) », les confondaient « avec des problèmes tout récents (comme les répercussions de la crise économique sur des pans entiers de la société) ». Tous ces manuels voyaient dans l'« American way of life [...] le triomphe du capitalisme (protégé qui plus est par un protectionnisme latent) ». Ils lui opposaient « la contre-épreuve de l'URSS », décrivant la division internationale du travail que celle-ci avaient organisée comme assurant « le plus strict respect de la souveraineté de chaque État ». Ils osaient une comparaison déplaisante au prisme de la Deuxième Guerre mondiale : « l'URSS a souffert terriblement de la Deuxième Guerre, c'est elle qui a perdu vingt (*sic*)³⁰ millions de vies, pas les États-Unis qui ont été épargnés et qui en plus sont sortis de la guerre renforcés par l'effort industriel et militaire. » Presque tous les manuels, sauf deux, taisaient les tares profondes de l'URSS : « la question des libertés [...], le taux élevé d'alcoolisme dans la société, symbole de ses frustrations, le système concentrationnaire du Goulag, la création d'une caste privilégiée (la nomenklatura) et le véritable manque de dynamique collective. » Bref, un « préjugé quasiment idéologique [était] sans doute à l'origine des critiques sévères des États-Unis et des silences sur les aspects négatifs de la société soviétique ».

En revanche, Diana Pinto pouvait d'ores et déjà se féliciter du « nouveau regard des historiens » sur les États-Unis et sur l'URSS, « bel et bien [devenue] “l'empire du mal”, ne serait-ce que par son rôle en Europe de l'Est. L'ancienne patrie de la révolution et du progrès social [était] peinte de plus en plus comme une superpuissance totalitaire, dangereuse pour la paix du monde, incapable de changer de cap, prise entre sa rigidité et son immobilisme, et n'ayant comme valeur ultime que la préservation du statu quo de ses élites pétrifiées. » Suivait un développement sur « la réinterprétation de l'histoire des États-Unis », les lavant de toute accusation d'impérialisme, désormais strictement imputé à Staline et à l'URSS : l'Union Soviétique apparaissait comme entièrement responsable du déclenchement et du déroulement de la Guerre froide, de Yalta au Plan Marshall; ce dernier était en revanche « présenté comme le fruit d'un noble idéal conçu pour relever l'Europe tout entière (y compris l'Est et l'URSS [, laquelle] refusa au nom de son blocus) de la misère et de la guerre. [...] Même le maccarthysme, épisode peu glorieux de l'histoire américaine s'il en fût, [était] replacé dans son contexte et perçu comme une peur collective devant le comportement de l'URSS à l'égard de l'Europe de l'Est (Magnard) ». Depuis 1983, les rédacteurs de manuels d'histoire avaient la « volonté de montrer que », loin de se comporter en puissance impérialiste, « la démocratie américaine a[vait] pleinement accepté des responsabilités globales qu'elle ne cherchait pas et qui lui [avaient] été imposées par l'Ouest tout entier », l'OTAN ayant été « créée à la

²⁹ *Historiens et Géographes*, n° 303, mars 1985, p. 611-620, *passim*.

³⁰ Les évaluations actuelles approchent les 30 millions, « dont deux tiers de civils », soit « près de 14% de sa population d'avant-guerre » *Stalin's Wars : From World War to Cold War, 1939-1953*, New Haven & London: Yale University Press, 2006 ; traduction, *Les guerres de Staline*, Paris, Delga, 2014, p. 27-28, et, cité p. 437, Mark Harrison, *Accounting for War: Soviet production, employment and the defence burden, 1940-1945*, Cambridge, Cambridge university Press, 1996, p. 141, 159-161.

demande des Européens et non par les Américains seuls ». La culture américaine suscitait la même ferveur, « et sans référence aucune à aucun genre “d’impérialisme culturel”. » Quel bonheur que ce « divorce entre les géographes et les historiens » consacrant la supériorité démocratique des seconds sur les premiers, indifférents aux « problèmes de culture et de liberté »; que cette « vision quasi reaganienne sur les réussites d’un pays aux initiatives “généreuses” (Belin); que « cette volte-face intellectuelle [...] cette prise de conscience libérale ». L’histoire, désormais « sous une nouvelle emprise plus portée à la politique et aux enjeux de la démocratie et de la liberté, met[tait] au second plan la croissance économique (thème central jusqu’aux années 70) ».

Certes, « l’euphorie d’une conversion intellectuelle à l’antisoviétisme » était excessive, si l’on comparait les manuels français aux « livres américains [...] beaucoup moins généreux avec leur propre pays », mais le zèle des néophytes était « inévitable ». Le ralliement au « pro-américanisme » s’opérait « avec parfois un certain zèle de surenchère », mais il convenait de retenir l’essentiel d’« un bilan aussi positif dans le traitement des États-Unis » : c’était le fruit « d’un nouveau regard sur une civilisation et sur un peuple qui avait subi les accusations d’une gauche longtemps ralliée au mirage de l’URSS », miracle qui n’avait été possible que « le mythe soviétique une fois vidé de son contenu ». L’appréhension par les historiens français des « problèmes américains qui demeuraient [...] retrouver[ait] sans doute plus d’importance dans d’autres mises à jour, une fois que le pro-américanisme actuel aura été digéré » [« digestion » avortée, doit constater tout lecteur des manuels contemporains]. Consciente du ridicule de ces dithyrambes français, Mme Pinto concluait : « ce qui compte [...] c’est surtout la manière plus équilibrée, dénuée de silences complices à l’égard de l’URSS avec laquelle les grands tournants de l’après-guerre sont désormais commentés. Les nouveaux regards sur Yalta, sur le Plan Marshall et sur la défense de l’Europe ne peuvent que contribuer à une vision plus claire des intérêts européens et du patrimoine démocratique, social et libéral de l’Europe de l’Ouest. »³¹

Ce qui importe n’est pas la pertinence scientifique de cette intervention, aussi fantaisiste sur les terrains soviétique et américain, mais sa portée politique : sa compréhension du tournant opéré dans l’historiographie scolaire et universitaire française dès le début des années 1980, qu’elle présente comme exclusivement idéologique ou politique; les questions que pose cette clairvoyance, ou plutôt cette assurance, sur l’avenir « occidental » de l’historiographie française, non pas d’une présumée « historienne » (sans production historique) mais d’une personnalité éminente affectée à la conquête idéologique et politique américaine de « l’Europe ». Particulièrement active sur le terrain européen « après la chute du Mur de Berlin » (1989), « consultante du directoire du Conseil de l’Europe de Strasbourg pour ses programmes de société civile en Europe orientale et dans l’ancienne Union Soviétique », Diana Pinto est mariée à un militant aussi actif de l’Europe américaine, Dominique Moïsi, membre de la Commission trilatérale ; elle a fait partie, en 2007, des membres fondateurs de l’« European Council on Foreign Relations » (ECFR), « think tank » russophobe et « américano-européen » officiellement financé, selon la tradition établie depuis 1945-1950 pour toutes les initiatives de propagande américaine en Europe, par des « fondations » d’apparence privée subventionnées par le Département d’État et l’ensemble de ses services³². L’ECFR est notamment lié à la fondation de George Soros (*Open Society Foundations*), dont les activités extérieures, intenses et multiformes, sont spectaculaires en Europe orientale³³. Nous sommes là au cœur des transformations du discours historique sur

31 Référence de la n 29.

32 On rapportera les propos de D. Pinto et des manuels de 1983 à l’historiographie solide sur l’impérialisme américain évoquée ci-dessus, n. 13, Frances Saunders en tête, spécialiste de « l’impérialisme culturel » des États-Unis.

33 https://en.wikipedia.org/wiki/European_Council_on_Foreign_Relations; [https://en.wikipedia.org/wiki/Diana_Pinto_\(historian\)](https://en.wikipedia.org/wiki/Diana_Pinto_(historian)) ; https://en.wikipedia.org/wiki/George_Soros ;

l'URSS (et les États-Unis) dépourvues de tout rapport avec les dates d'ouverture des archives ou la science historique.

« NOUVELLE EMPRISE »? CONJONCTURE DE L'ÈRE FURET-COURTOIS-NICOLAS WERTH

La mutation fut considérablement accélérée par la chute de l'URSS et de la sphère socialiste d'Europe. La décennie 1990 inaugura les vastes opérations médiatico-politiques, étendues à l'Union européenne, à financement à la fois national, américain et « européen ». Certains intellectuels français, historiens et politistes, jouèrent un rôle décisif dans les campagnes antisoviétiques, largement relayées par la grande presse, droite et gauche réunies. La presse quotidienne dite de centre gauche, très influente parmi les intellectuels, *Le Monde* (sans oublier sa filiale, l'hebdomadaire *Télérama*) et *Libération*, et la revue *L'Histoire*, forte de plusieurs dizaines de milliers de lecteurs, professeurs d'histoire-géographie et étudiants, méritent une mention particulière pour leur contribution à la généralisation de la russophobie et de l'américanophilie décrites dès 1985 par la praticienne de l'« américano-européisme » Diana Pinto.

De cette marée impossible à contenir dans le cadre d'une conférence ou d'un article – et dont ont témoigné les ennuis éditoriaux, en France, du grand historien et ancien marxiste Eric Hobsbawm³⁴ émergent les opérations dirigées par deux historiens ou considérés comme tels : François Furet, déjà présenté, et son second et successeur après sa mort prématurée en juillet 1997, l'ancien maoïste Stéphane Courtois, devenu l'idole de l'extrême droite française et ukrainienne. Au *Passé d'une illusion* [communiste] de Furet, en 1995, déjà doté d'un grand écho médiatique, succéda l'immense opération politique désormais portée par Courtois – et Nicolas Werth : la sortie, en septembre 1997, du *Livre noir du communisme, crimes, terreur, répression*, assuré d'un fort tirage initial de 100 000 exemplaires, mais qui s'avéra insuffisant vu l'ampleur de l'affaire. L'ouvrage bénéficia d'un lancement exceptionnel dans l'ensemble de l'Europe, qui aboutit à une diffusion globale de « plus d'un million d'exemplaires », dont « plus de 200 000 exemplaires trois mois après sa sortie [...] en Allemagne », où il fut complété par deux chapitres sur la RDA qui lui manquaient à l'origine³⁵. La publicité ne se borna pas au tapage en direction de la population en général, presse écrite, radio, télévision à l'appui, mais s'étendit au monde universitaire, à commencer par « les historiens du consensus » de Sciences politiques³⁶, qui firent de ce pamphlet politique un phare de leurs séminaires, tels Pierre Milza et Serge Bernstein³⁷.

L'ouvrage et la campagne harcelante qui l'a accompagné ont fait régner sans partage l'idée d'un régime criminel par essence et par ses origines historiques, la Révolution française, mère de la répression et du « Goulag ». La remarque du grand scientifique Arno Mayer définit parfaitement l'entreprise, œuvre « d'ex-communistes renégats, de “contre-révolutionnaires” rénovés qui n'auraient sans doute guère eu d'importance s'ils n'avaient trouvé des oreilles attentives, pour ne pas dire sympathiques, dans les rangs des conservateurs modérés et des démocrates libéraux nouveau style. »³⁸

https://en.wikipedia.org/wiki/Dominique_Mo%C3%AFsi ; <https://www.les-crisis.fr/comment-traiter-avec-la-russie-de-poutine%E2%80%89-par-dominique-moisi/>.

³⁴ Aléas de la traduction française de *L'âge des extrêmes, L'histoire contemporaine*, p. 36.

³⁵ https://www.google.fr/search?q=le+livre+noir+du+communisme+%2C+wiki&rlz=1C1GGGE_frFR492FR504&oq=Le+Livre+noir+du+communisme&aqs=chrome.l.69i57j35i39j0l2j69i60j0.125122j0j8&sourceid=chrome&ie=UTF-8

³⁶ Voir n. 21 *supra*, et <http://lesakerfrancophone.fr/annie-lacroix-riz-la-revolution-doctobre-normale-ou-monstrueuse>, interview, 30 octobre 2017.

³⁷ Y ayant assisté en 1996, j'ai reçu ses invitations répétées, électronique et postale, à la prestation attendue de Courtois.

³⁸ Mayer, *Les Furies, terreur, vengeance et violence, 1789, 1917*, Paris, Fayard, 2002, p. 10-11.

Depuis lors, nombre d'autres lancements tapageurs ont martelé la monstruosité de Staline et, plus largement, du socialisme soviétique dès son origine, accréditant le thème de l'identité nazisme-communisme. De l'interminable liste des rappels écrits et audiovisuels administrés sur le mal absolu aux populations française et « européenne », on retiendra deux épisodes télévisuels marquants, dont au moins un, le second, a été diffusé en Belgique aussi :

1° le « documentaire » de M6 de mars 2007 intitulé « Staline, le tyran rouge », qui a obtenu la caution officielle de l'APHG, déjà présentée, et eu pour « conseiller historique » Nicolas Werth, éminent participant du *Livre noir du communisme*. Le descriptif du « Goulag » par le fils du très russophile Alexander Werth³⁹ s'est ensuite régulièrement aggravé, au fil de sa participation au vaste « projet collectif initié par les Archives d'État de la Fédération de Russie et la Fondation [américaine] Hoover⁴⁰ » pour faire *L'Histoire du Goulag stalinien* en 7 volumes (6 000 pages) parue en 2004-2005 aux éditions Rosspen à Moscou : il a codirigé le « 1er volume sur “Les politiques répressives en URSS de la fin des années 1920 au milieu des années 1950” [...] de cette monumentale Histoire du Goulag stalinien préfacée par Robert Conquest⁴¹ et Alexandre Soljenitsyne. »⁴² Ses ouvrages centrés sur « les camps de concentration » et sur la Terreur soviétique portent depuis 2007 des titres de plus en plus horribles⁴³.

François Ekchajzer, critique de télévision de *Télérama*, hebdomadaire qu'on ne saurait taxer de coupable russophilie, a jugé en ces termes le « documentaire de Mathieu Schwartz, Serge de Sampigny et Yvan Demeulandre (France, 2007). 100 mn. Inédit. » : « Staline pour les nuls » pourrait être le sous-titre de cette biographie du “petit père des peuples”, nouvelle incursion de M6 dans le champ du documentaire historique. Réalisé à base d'archives en couleurs ou colorisées (première partie de soirée oblige), ce programme destiné à un large public pousse l'exigence de simplicité jusqu'à réduire l'histoire du stalinisme à la folie d'un homme, négligeant le contexte dans lequel son régime s'instaura, comme les circonstances de l'exercice de son pouvoir.

Soucieux de nous convaincre de la barbarie du stalinisme, les auteurs usent de procédés pour le moins accrocheurs. C'est le cas dès le pré-générique, qui confronte une image de Maurice Thorez exprimant son “amour ardent” pour Staline à la réalité chiffrée des méfaits du tyran : 1 million d'exécutions, 18 millions de prisonniers... Des chiffres qui s'inscrivent à l'écran pour marquer nos esprits, comme se gravent dans nos oreilles quelques formules assassines du “petit père des peuples”. Le reste est à l'avenant. Bruitage à tout-va des archives, musique omniprésente et commentaire emphatique, concourent à l'hyperdramatisation de ce documentaire, dont la vertu essentielle est de parler d'histoire sur une chaîne et à un horaire habituellement dédiés au divertissement. »⁴⁴ La lettre que j'ai adressée le 11 mars 2007 (avant visionnage, pire encore que ce que François Ekchajzer

39 Grand journaliste britannique, du *Manchester Guardian*, en poste en France de 1935 à 1940 (*Le choix de la défaite* et *De Munich à Vichy, l'assassinat de la 3^e République, 1938-1940*, Paris, Armand Colin, 2008, index) et auteur de *La Russie en guerre*, Paris, Stock, 1964.

40 Sur l'« Hoover Institution on War, Revolution and Peace, [...] n° 18 (sur 90) des “principaux think tanks des États-Unis”, intimement liée à l'État américain, richement installée dans quatre bâtiments de l'ultra-réactionnaire université de Stanford (aux objectifs et activités très militaires), et dont l'objectif premier fut la lutte contre l'URSS, sans oublier la réhabilitation de Laval et de Vichy dès l'immédiat après-guerre, https://en.wikipedia.org/wiki/Hoover_Institution

41 Sur Conquest, ancien des services spéciaux britanniques (MI5) passé à la CIA, héraut de la famine génocidaire en Ukraine (*Harvest of Sorrow; Investigation of the Ukrainian Famine*, Washington, D.C., 1988), bibliographie in <http://www.historiographie.info/ukr33maj2008.pdf> et Mark Tauger, *Famine et transformation agricole en URSS*, Paris, Delga, 2017, index.

42 Citations, site de l'Institut historique du temps présent, <http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http%3A%2F%2Fwww.ihp.cnr.fr%2Fspip.php%253Farticle98.html>

43 Je renonce à la liste, qu'on trouvera sur https://fr.wikipedia.org/wiki/Nicolas_Werth.

44 *Télérama*, n° 2982 du 7 mars 2007, p. 110. M6 surenchérit avec TF1 dans le royaume du « temps de cerveau humain disponible » et de la télé-réalité.

annonçait) à « M. Hubert Tison, directeur de la rédaction et rédacteur en chef de la revue *Historiens et Géographes*, et [à] M. Robert Marconis, président de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie de l'enseignement public (APHG) », exprimant ma stupeur devant leur soutien, supposé « scientifique », à une opération de pure propagande, est à la présente date demeurée sans réponse⁴⁵.

2° La série « Apocalypse Staline » diffusée le 3 novembre 2015 sur France 2 après l'avoir été sur la RTBF, escortée d'une campagne de publicité spectaculaire, a, en « trois volets » et trois heures, battu les records que détenait le précédent « documentaire ». Je me permets de renvoyer au texte de protestation officielle, « La question préalable des sources de la série "Apocalypse Staline" sur France 2 », que j'ai envoyé le 9 novembre 2015 « au service public de télévision français », réclamant, face à ce scandale d'intoxication de l'opinion publique, « le "débat" qu'impos[ait] la malhonnêteté avérée de l'entreprise. » Comment résister à la tentation de citer l'interlocuteur auquel j'avais adressé ce commentaire, avec demande explicite de débat et candidature à la participation, Vincent Meslet, directeur exécutif de France Télévisions⁴⁶. L'erreur syntaxique de sa réponse (« Vous n'êtes pas sans ignorer (*sic*) [au lieu de savoir] que nous devons respecter la liberté éditoriale des auteurs et de leurs points de vue ») sonnait comme un aveu de la manipulation permanente de l'information, actuelle et historique, dont la population, en France comme en Belgique et ailleurs, fait l'objet⁴⁷. De débat, il n'y eut point, selon une tradition que le service public de télévision partage avec son homologue belge, sur l'URSS comme sur toutes les questions historiques⁴⁸.

L'année 2017 ne se sera pas achevée sans que soit souligné le caractère criminel que les Soviétiques auraient révélé d'emblée, avec un Lénine ne rêvant que massacres et terreur, thème désormais aussi prisé que celui du satanique Staline⁴⁹. C'est à Courtois, désormais érigé en spécialiste de Lénine, qu'a été confiée la mission de « démontrer » que « Lénine [était] l'inventeur du totalitarisme ». Cet ouvrage, publié chez Perrin⁵⁰, éditeur activement associé à la droitisation radicale de l'historiographie française⁵¹, a disposé, pas seulement à l'extrême droite intégriste déclarée⁵², d'une couverture médiatique impressionnante. En témoigne le n° 3537 de *Télérama* (28 octobre-3 novembre 2017), dont Lénine vu de face occupe la première de couverture, sous le titre général « Poutine, fossoyeur de la Révolution d'Octobre. C'est Lénine qu'on assassine ». Ce titre surprenant, vu les sentiments habituels de l'hebdomadaire pour Lénine et la révolution d'Octobre, est complété par une page entière d'un portrait de Lénine vu de profil surmontant ces phrases : « La révolution de 1917, les Moscovites n'en verront pas la couleur. Plutôt que de célébrer Lénine, Vladimir Poutine préfère exalter le patriotisme russe. Au grand dam des intellectuels de son pays. » La suite est conforme à la tradition, deux articles haineux, respectivement signés d'Olivier Tesquet, « journaliste spécialisé dans les questions numériques » « Moscou ne croit plus en Lénine », se lamentant sur la restauration de « l'homo soviétique » et l'ascension météorique de la popularité de Staline, supérieure encore à celle de Poutine (« On se pince. ») et de Guillaume

45 <http://www.historiographie.info/APHGstaltyrrouge.pdf>.

46 <http://www.historiographie.info/3112015apocalypsestaline.pdf>, sans sa lettre d'accompagnement.

47 <http://www.historiographie.info/R%C3%A9ponse%20de%20Vincent%20Meslet,%20France%20T%C3%A9l%C3%A9visions,%207%20d%C3%A9cembre%202015.PDF>

48 « Histoire d'une censure vaticane et médiatique à répétition », <http://www.historiographie.info/censurevaticane2017.pdf> ou <https://www.initiative-communiste.fr/articles/culture-debats/collaboration-histoire-dune-censure-vaticane-mediatique-a-repetition-de-rmc-a-rtbf/>

49 Exemple cité *infra* d'un « débat » d'octobre 2017 sur la révolution d'Octobre enregistré par *Mediapart*.

50 *Lénine, l'inventeur du totalitarisme*, Paris, Perrin, 2017.

51 https://www.monde-diplomatique.fr/2015/07/LACROIX_RIZ/53208 et interview citée n. 36.

52 Dont les sites ont transformé Courtois en vedette, cf. Le salon beige, Contrepoints, etc.

Herbaut, photographe « connu pour son travail en Ukraine » et passionné « plus récemment [par] le conflit en Ukraine » (l'opération Maïdan) : « Il avait une foi : la révolution » fait trôner *Lénine, l'inventeur du totalitarisme* en tête de sa bibliographie de trois livres (dont un de Nicolas Werth), prestation conclue sur un mélange de fausse nostalgie et de vraie détestation : « Ils sont bien peu aujourd'hui à souffler sur les cendres de Vladimir Ilitch Oulianov, dit Lénine, personnage historique du passé d'une illusion. »⁵³

Il a donc fallu en France (comme dans certains des pays de l'Europe occupée par IIIème Reich réticents à l'équation communisme égale nazisme, en pire d'ailleurs) plusieurs décennies pour opérer une mutation radicale de l'image positive de la Révolution d'Octobre et du régime soviétique régnant, même à « l'Ouest », de 1941 à 1945, et pour recycler la vieille assimilation entre « fascisme brun » et « fascisme rouge » banale depuis les années 1930 dans les pays anglo-saxons amateurs de « Red Scare » (chasse aux rouges)⁵⁴.

LES ABANDONS HISTORIOGRAPHIQUES DU PCF DEPUIS LE LIVRE NOIR DU COMMUNISME

La résistance à l'assaut a cédé du terrain au rythme de l'effritement du mouvement ouvrier « radical », frappé à la fois par une interminable crise systémique, ravageuse pour la classe ouvrière et les salariés français, et par ses propres abandons. L'offensive contre la révolution d'Octobre, née avec celle-ci, n'avait été combattue que par le mouvement progressiste, parti communiste en tête. Le PCF avait depuis sa naissance, et plus encore après la Deuxième Guerre mondiale, permis l'accès à un public limité mais substantiel d'un courant historique scientifique marxiste, et utilisé à cet effet tous les canaux disponibles : sa propagande courante via sa presse, la formation de ses militants, la production de ses éditions, dominées par les Éditions sociales. Ce courant s'est effondré, non seulement parce que ledites éditions ont subi les conséquences de l'affaiblissement et de la ruine consécutive du PCF, mais aussi parce que ce dernier a consenti à se situer du seul point de vue de l'historiographie ou de la propagande historique dominante. Il s'est battu la coule sur son passé « soviétique » depuis la publication du *Livre noir du communisme* (1997), ainsi commentée par son secrétaire général Robert Hue : « Il y a eu, dans les conséquences de la révolution bolchevique immédiatement après d'ailleurs des conséquences lourdes, y compris sous forme de terreur. »⁵⁵

Le PCF n'a cessé depuis lors de se lamenter sur l'expérience soviétique, entre déploration de la Terreur et proclamation du fiasco général du « système » soviétique. Le « hors-série » de *L'Humanité* de l'été 2017 sur le centenaire de la Révolution d'Octobre⁵⁶, empruntant pour titre un thème a-historique mais très en vogue (« *Que reste-t-il de la révolution d'Octobre ?* » (mots soulignés par moi) apparaît à cet égard comme l'aboutissement logique de vingt années de sévère autocritique. Il n'a été fait appel qu'aux historiens ou spécialistes partageant cette hostilité, baptisée « désillusion », envers l'URSS et le passé communiste, qu'ils soient membres ou sympathisants du PCF ou anticommunistes et antisoviétiques notoires.

Il est piquant de noter que les historiens de la première catégorie sont parfois, tels le responsable des archives du PCF, Frédérick Genevée, et Roger Martelli, beaucoup plus

53 [https://www.franceculture.fr/personne-olivier-tesquet.html#biography](https://www.franceculture.fr/personne-olivier-tesquet.html#biography;); <http://www.cnap.fr/guillaume-herbaut>; https://fr.wikipedia.org/wiki/Guillaume_Herbaut; *Télérama* n° 3537, 28 octobre-3 novembre 2017, 2 pages entières de titre, et p. 23-29 (moins 2 p. de publicité).

54 Remarquable article de Les K. Adler et Thomas G. Paterson, « Red fascism: the merger of Nazi Germany and Soviet Russia in the American image of totalitarianism, 1930's-1950's », *American Historical Review*, vol. LXXV, n° 4, avril 1970, p. 1046-1064.

55 Compte rendu de Jean-Paul Monferran et Arnaud Spire, « Robert Hue à “La marche du siècle” : “antistalinien jusqu'au bout des ongles” », *L'Humanité*, 5 décembre 1997, <https://www.humanite.fr/node/172045>.

56 « Hors-série » cité, *passim*.

négatifs⁵⁷ que ceux de la seconde catégorie, tels Nicolas Werth, moins caricatural qu'à l'ordinaire dans « 1917, l'année où tout a basculé », et Sophie Cœuré, qui m'a succédé à Paris 7 (en expiation de 13 années russophiles?), auteur d'un texte jurant avec sa production habituelle⁵⁸. L'article « Ces Français de Russie qui firent le choix de la révolution » est factuel, présentant les défenseurs de « la jeune révolution soviétique » sous un jour assez sympathique ou jamais hostile⁵⁹. Il diffère sensiblement des travaux de l'intéressée, qui ne traite pas de la réalité soviétique mais de la littérature d'entre-deux-guerres sur l'URSS produite par les intellectuels français qui y firent au moins un voyage, qu'ils eussent été durablement séduits par le bolchevisme ou (surtout) transfuges du bolchevisme mués en croisés antisoviétiques. Car la production historique de Sophie Cœuré et son important affichage médiatique, participation à des « débats » sur l'URSS incluse (notamment sur *Mediapart*⁶⁰), révèlent une haine recuite envers le bolchevisme et l'URSS. Nul ne peut le soupçonner dans le « hors série » puisque, contrairement à de nombreux auteurs de contributions, n'est mentionné *aucun* de ses travaux.

Son principal ouvrage, *La grande lueur à l'Est, Les Français et l'Union Soviétique, 1917-1939*, de 1999, dont elle a confirmé la teneur en présentant en 2012 avec Rachel Mazuy, *Cousu de fil rouge. Voyage des intellectuels français en Union soviétique*⁶¹, manifeste une vive admiration pour les « témoins lucides, Victor Serge, Boris Souvarine, Pierre Pascal » : ceux qui rompirent avec l'URSS dont elle omet de décrire les liens de dépendance financière à l'égard du grand patronat français et de ses organes de propagande établis après cette rupture publique⁶². S'y déploie en revanche un grand mépris pour les intellectuels restés prosoviétiques, dressés en naïfs benêts ou en canailles dépendantes de Moscou. Sa bibliographie accorde le primat à l'idéologie, politique extérieure comprise, la référence au

57 Genevée, « De Lénine à Staline, continuité ou rupture? », *ibid.*, p. 76-77 ; Martelli, « PCF et modèle soviétique : comment s'en émanciper? », en se « débarrass[ant du] bolchevisme [...] la forme qu'un siècle [...] donna [au] communisme », *ibid.*, p. 78-79.

58 Werth, doté de 4 p. d'article (un record) : obstiné dans la thèse du « coup d'État » bolchevique, il la dément de fait (décrivant une « minorité politique agissant dans le vide institutionnel ambiant »), avant de conclure les « décennies de dictature » à venir, *ibid.*, p. 15-19 .

59 *Ibid.*, p. 24-25.

60 On l'invite régulièrement à montrer avec quelle précocité les féroces bolcheviques martyrisèrent un peuple si avide de démocratie, tradition dont témoigne le présumé « débat » de *Mediapart* du 4 octobre 2017 <https://www.youtube.com/watch?v=4rQIXw49xIA>, fausse joute entre curieux spécialistes de l'URSS (dont M. Besancenot). Le malheureux publiciste Christian Salmon s'y sentit contraint de rappeler, vers 55 minutes (sur une heure) face à un animateur (François Bonnet) déchaîné, selon l'habitude, contre le délire massacreur de Lénine et de ses complices en 1918 et après que Sophie Cœuré eut dit son désespoir que les bolcheviques eussent si vite étouffé les « ébullitions démocratiques » nées de la prometteuse révolution de février, que la Russie soviétique était alors envahie par 18 pays étrangers (en fait, 14, dont la France, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, les États-Unis), ce qui perturbait le fonctionnement « normal » de la démocratie comme l'invasion de la Coalition européenne contre la France révolutionnaire avait provoqué la Terreur.

61 Cœuré, *La grande lueur à l'Est*, Paris, Seuil, 1999, Cœuré et Mazuy, *Cousu de fil rouge [...] 150 documents inédits des Archives russes*, Paris, CNRS Editions, 2012.

62 Les archives policières et judiciaires sont formelles sur les liens noués depuis les années 1930 entre l'ex-communiste Souvarine, exclu du PCF en 1925, et le patronat synarchique, banque Worms en tête, qui finançait ses imprécations contre les Soviétiques et l'Espagne républicaine dans *Les Nouveaux Cahiers* de Jacques Barnaud (1937-1940), organe créé pour seconder la scission de la CGT, dossier « Série de n° des Nouveaux Cahiers », W3, 51, Jacques Barnaud Archives nationales, et table des matières complète jusqu'à décembre 1938, PJ 40, Barnaud, archives de la Préfecture de police). Ces liens furent maintenus après-guerre en la compagnie institutionnelle du chef fasciste Georges Albertini, second de Marcel Déat, protégé d'Hippolyte Worms bien avant leur séjour commun en prison, le séjour de l'idéologue collaborationniste ayant duré plus longtemps (jusqu'en février 1948) que celui du grand banquier (jusqu'en janvier 1945), voir *Le choix de la défaite*, index Boris Souvarine ; « La Banque Worms, Boris Souvarine, Georges Albertini et l'Institut d'histoire sociale », 2008, <http://www.historiographie.info/champuk.pdf> ; « Léon Blum haïssait-il la finance? », 2^e partie : « La ligne intérieure de Léon Blum du printemps 1936 à juin 1937 », *Étincelles*, n°36, février 2017, p. 32-38, et n°37, juin 2017, p. 13-37, <http://www.historiographie.info/documents/partie2finance.pdf> .

pacte de non-agression germano-soviétique du 23 août 1939 étant réduite au pamphlet d'un contributeur au *Livre noir du communisme*⁶³ Yves Santamaria, modèle d'histoire de croisade idéologique sans la moindre source archivistique⁶⁴.

Mme Cœuré va jusqu'à morigéner l'État français pour avoir entretenu des rapports diplomatiques avec un État criminel qu'il aurait laissé libre d'organiser sa propagande subversive en France sans mettre en œuvre contre lui la « contre-information » indispensable remarque hautement comique pour un pays où l'antisoviétisme submergeait tout depuis 1918, et qui atteste au moins autant d'ignorance des réalités françaises que des soviétiques : « Les gouvernements de la III^e République acceptent l'instauration de rapports inégaux dans les domaines de la presse ou de la présence diplomatique. Aucune contre-information systématique n'est organisée. Car, jusqu'au Front populaire peut-être, la France ne semble pas menacée directement. La primauté de l'enjeu intérieur explique largement l'indifférence aux souffrances des peuples soviétiques. Concevoir et comprendre cette violence massive, inédite, sans justification militaire aucune, aurait demandé aux hommes et aux femmes de l'époque, imprégnés des logiques de la guerre mondiale, un effort qu'ils n'étaient pas prêts à faire, ou qu'ils n'étaient pas en mesure de réaliser. »⁶⁵

L'Humanité a évincé de ce bilan des « Dix jours qui ébranlèrent le XX^e siècle » tout historien non convaincu que le socialisme soviétique a échoué, et sollicité des intellectuels qui jouent un rôle essentiel dans la croisade antisoviétique. Agréées sans commentaire en ce sens par *L'Humanité*, de telles contributions interdisent à ses lecteurs de soupçonner 1^o la problématique sur les Soviétiques d'historiens s'autocensurant⁶⁶; 2^o les raisons pour lesquelles leur journal, obsédé par l'impératif de se « débarrasser [du...] bolchevisme », dresse le bilan de l'expérience soviétique avec des chercheurs dont la promotion et la médiatisation ont été et demeurent liés au processus, d'origine et d'objectif non scientifiques, de criminalisation de l'URSS. Une telle fraude atteste que l'évolution en cours a balayé tout scrupule déontologique.

CONCLUSION

La légende d'une vaste ouverture post-soviétique de sources auparavant soigneusement soustraites au public qui aurait bouleversé l'appréhension scientifique des réalités de l'URSS est désormais solidement installée. Les falsifications sur l'histoire soviétique des dernières décennies ne doivent pourtant rien aux conditions « techniques » du travail historique. Elles sont liées à des opérations sans rapport avec l'accès aux sources ou la méthodologie du travail historique conduites sans répit à l'échelle internationale et nationale. Le premier niveau, anglais et américain, commence à être éclairé sur la base de sources originales (et pas seulement de citations d'articles ou d'ouvrages). Le second fait en France presque entièrement défaut, à l'exception des bribes que livrent les recherches anglophones.

63 Santamaria, *Le Livre noir*, « Afrocommunismes : Éthiopie, Angola, Mozambique ».

64 Santamaria, *Le pacte germano-soviétique*, Bruxelles, Complexe, 1998. Pacte germano-soviétique avec sources, *Le choix de la défaite*, chap. 10, et *De Munich à Vichy*, chap. 5.

65 Cœuré, *La grande leure à l'Est*, p. 294; à comparer aux deux derniers *op. cit.* et à Michael Carley, *1939, the alliance that never was and the coming of World War 2*, Chicago, Ivan R. Dee, 1999, traduction, *1939, l'alliance de la dernière chance. Une réinterprétation des origines de la Seconde Guerre mondiale*, Les presses de l'université de Montréal, 2001; *Revolution and Intervention: The French Government and the Russian Civil War, 1917-1919*, Kingston & Montréal, McGill-Queen's University Press, 1983; *Silent Conflict. A hidden history of early Soviet-Western relations [1918-1930]*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2014.

66 La bibliographie de Nicolas Werth se borne à un Que Sais-Je sur *Les révolutions russes* (2017). Malgré des décennies d'autoflagellation, il n'est pas sûr que les lecteurs de *L'Humanité* mesurent l'évolution de l'auteur depuis son ouvrage de 1981 *Être communiste en URSS sous Staline*, Paris, Gallimard-Julliard, très « antistalinien » mais moins apocalyptique que ses travaux des vingt dernières années sur les tendances génocidaires de Staline aujourd'hui curieusement réédité.

On trouve dans l'état actuel de la soviétologie française confirmation que l'histoire est une discipline subordonnée au rapport des forces général, lequel décide à la fois de la communicabilité des sources et, au moins autant, de l'intérêt des chercheurs à consulter les fonds « déclassifiés ». Or, ce terrain est en France plus miné encore que celui de l'entre-deux-guerres et de la Deuxième Guerre mondiale, sur laquelle les fonds sont largement ouverts, mais la curiosité académique très sélective. Quels fonds sont-ils libérés en France sur les campagnes organisées en France contre l'URSS depuis 1945 auprès des milieux académiques et en collaboration avec eux? À supposer que les chercheurs puissent accéder à des archives originales, qui oserait aujourd'hui déposer ici un sujet de thèse sur les conditions objectives qui ont présidé et président à l'organisation de la soviétologie? Qui pourrait dans le cadre académique travailler avec une indépendance comparable à celle que Frances Saunders s'est octroyées pour décortiquer « la Guerre froide culturelle » conduite par le Département d'État et son efficace auxiliaire du renseignement et de « l'action psychologique »?

La perception des traits économiques, sociaux et politiques majeurs de l'URSS a fortement dépendu de la force de ceux d'en bas : c'est leur faiblesse ou leur défaite, depuis plusieurs décennies, qui a ravagé ce champ de la connaissance, pas la réalité de l'État ou du système socialiste dont l'URSS avait écrit les premiers chapitres. Après 1945 en France, les avancées populaires avaient favorisé en histoire la diversification du champ et le progrès des connaissances, accru la liberté de choix des sujets de recherche et autorisé le débat historique (même entre les doctorants et leur direction de recherche). C'est de transformations générales profondes que surgira la capacité de résistance à la caricature, sur l'URSS et sur tout autre sujet d'étude.